

“Les pouvoirs publics ont soutenu

LE MONSTRE VEVIBA”

Interview politique

PAR ADRIEN DE MARNEFFE



Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo, dénonce le financement par la Sogepa d'un quasi-monopole chez Veviba. Il demande qu'on vende l'outil aux agriculteurs

L'affaire Veviba a ébranlé la confiance des consommateurs.

“C'est un scandale qui arrive après d'autres, connus... ou inconnus ! Après la vache folle ou le fipronil, je crains qu'on ne soit pas au bout du compte... Le système agroalimentaire dysfonctionne complètement.”

Pourquoi cela ?

“Plus la concentration des acteurs est importante, plus le risque de fraude est élevé. Si la fraude permet à un industriel de gagner 30 centimes par kilo, sur une grosse production, cela fait beaucoup d'argent. Si la chaîne est très courte, en revanche, le montant et le risque sont bien moindres. On doit éviter ces concentrations, comme chez Veviba.”

Comment ces concentrations se produisent-elles ?

“Veviba a reçu un soutien des pouvoirs publics et un financement de la Sogepa en particulier, pour le rachat d'autres sociétés. Comme récemment, quand Adriaens a été racheté par Verbist. L'aide des pouvoirs publics s'est manifestée par la prise d'actions, de garanties. Tout cela aboutit à la formation d'un monopole. Ce n'est pas logique, car cela leur permet d'exercer une pression toujours plus grande sur les producteurs et sur les prix. Ces industriels sont des margoulines qui font payer leurs

profits par les éleveurs et les consommateurs ! Quand un opérateur est trop puissant, les paysans deviennent des métayers au service de l'industrie.”

Les pouvoirs publics sont donc responsables de la situation ?

“Ils ont soutenu la création du monstre Veviba. Mais, si on ne fait que changer la tête du monstre, je crains d'autres scandales...”

Que voulez-vous dire ?

“Il faut faire de ce scandale une opportunité. Et ouvrir la boîte noire du système alimentaire. L'avenir, c'est l'agro-écologie.”

Mais que faire pour Veviba ?

“Le gouvernement wallon a lancé un appel d'offres pour racheter Veviba. Il faut permettre aux agriculteurs de devenir propriétaires de l'outil d'abattage et de transformation, via des coopératives.”

Cela coûtera cher aux agri-

culteurs, s'ils doivent investir dans ce rachat...

“Il faut déjà que le gouvernement leur donne cette possibilité de l'acheter. Ensuite, il faut se poser la question des soutiens financiers.

Mais ce système risque d'être plus cher ?

“Une alimentation de qualité demande de payer le prix juste.”

Peut-on faire confiance aux aliments qu'on a dans notre assiette ?

“Il y a de nombreuses raisons de se méfier. L'absence de transparence mène aux risques de fraude.”

L'Afsca travaille à cette transparence.

“Dans certains domaines, le rôle fondamental de l'Afsca n'est

pas assuré. Je pense aux produits qui viennent des quatre coins du monde, traités au Round-up ou au Lindane (insecticide interdit en Belgique), au soja aux OGM. Ces produits ne devraient pas pouvoir entrer sur notre territoire. Chez Ecolo, nous refusons les traités comme le Ceta et le Mercosur qui se font au détriment des producteurs et consommateurs. Cela détruit nos paysans.”

C'est du protectionnisme alimentaire ?

“Oui, c'est une forme de protectionnisme. En fait, avec l'Afsca, les règles sont trop semblables pour les petits et les gros producteurs. Le résultat est toujours défavorable aux petits, avec parfois des règles qui confinent à l'absurde.”

Par exemple ?

“Un restaurant cuisinait des omelettes à Viroinval (province de Namur). Il se fournissait avec des œufs chez une productrice voisine. L'Afsca a débarqué. Elle a demandé où étaient les codes sur les œufs. Il n'y en avait pas : la productrice, à son niveau, n'avait pas l'utilité ou les moyens d'acheter la machine. L'Afsca a détruit les œufs et a conseillé au restaurant d'acheter des œufs industriels en berlingot ! Le pire, c'est que l'Afsca n'a fait que son boulot. Elle a appliqué les règles. Mais il faut changer les règles.”

Dans quel sens ?

“On devrait se montrer beaucoup plus stricts avec les gros industriels, et permettre davantage d'autocontrôle, faire plus confiance, aux petits.”

Interview > Adm

“ÊTRE AU POUVOIR ? ON EST LÀ POUR ÇA !”

▣ Ecolo n'exclut aucun parti *a priori* pour participer au pouvoir après les élections

Votre parti est en forme, selon les sondages. Votre objectif, en 2018, et surtout, 2019, c'est d'être au pouvoir ?

“Oui, on est là pour ça ! Nous voulons transformer la société. Cela commence déjà par une participation aux majorités communales.”

Raoul Hedebouw (PTB) a dit avoir des affinités avec Ecolo. Vous pourriez gouverner avec eux en 2019 ?

“Le PTB doit d'abord se positionner sur les grandes questions écologiques, la sécurité sociale, etc. Comme les autres partis. Mais on ne va pas perdre notre temps à discuter avec des gens qui ne veulent pas gouverner.”

Vous n'excluez aucun partenaire a priori ?

“Non.”


Même la N-VA ?

“Avec eux, ce serait très difficile (il rit).”

En 2014, après vos participations gouvernementales, les électeurs vous ont sanctionnés dans les urnes. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? Pourquoi serait-ce différent cette fois ?

“Ce que l'on doit retenir de cette expérience, c'est que, quand on participe au pouvoir, il faut se fixer des objectifs prioritaires et forts. Et les faire aboutir. Par exemple, la transition alimentaire. Il ne faut plus nous disperser, pour parvenir à des changements pérennes qui ne seront pas détricotés.”

Des migrants “TORTURÉS” par des policiers

 Le coup de gueule de Patrick Dupriez :
“La manière dont des migrants sont traités
par certains policiers s'apparente à de la torture”

Vous n'écartez aucun parti a priori pour former un gouvernement. Même si le MR adopte une ligne identitaire sur l'immigration en 2019 ?

“On ne participera jamais à un gouvernement s'il comporte un approfondissement de la politique d'asile indigne actuelle. La Belgique, un pays riche, n'est pas capable d'offrir du pain, une douche et une information correcte aux transmigrants. C'est un scandale, sur fond de jeu politique cynique. Je voudrais par ailleurs pousser un coup de gueule.”

À quel sujet ?

“Tous les jours, des migrants sont arrêtés par la police. On leur vole leurs affaires. Ce week-end encore, un sans-papiers a été arrêté par la police, au parc Maximilien. Comme le veut la procédure, on lui a retiré tout ce qu'il possédait : veste, sac à dos, lacets... Après quelques heures, il a été libéré. Mais ils ont refusé de lui rendre ses affaires. Ils ont gardé son sac à dos. Ils ont même refusé de lui rendre l'attelle qu'il portait à la main ! Il a dû repartir avec la main fracturée.”

Quand cela s'est-il produit ?

“Ce week-end. Mais d'autres migrants sont régulièrement arrêtés puis relâchés à minuit, dans le froid, au cœur de l'hiver. On ne peut pas traiter les gens comme ça. Il arrive également souvent que la police vole le sac à de couchage de migrants, puis les jette, pour les dissuader de revenir. On ne leur rend pas non plus leur GSM quand ils sortent de détention. C'est indigne. Ça s'apparente à de la torture.”

Ce que font les policiers aux migrants ?

“La manière avec laquelle certains migrants sont traités par certains policiers s'apparente à de la torture, à de la maltraitance.”

Vous ne craignez pas qu'on vous accuse de stigmatiser les policiers ?

“J'insiste sur le mot certains policiers. Ce type de comportements nous salit tous. Notre police ne peut pas faire cela, c'est un vrai souci. C'est inacceptable. D'autant que ces gens peuvent difficilement porter plainte. C'est la parole de l'un contre la parole de l'autre. Ces personnes sont privées de leurs droits. Je demande au Premier ministre de dire à notre police : ‘Vous devez protéger tout le monde.’ Ce type d'actes doit être dénoncé.”

Vous recevez beaucoup de témoignages de ce type au parti ?

“Des dizaines, voire des centaines de témoignages. Le phénomène est difficile à mesurer. On peut avoir des débats sur la politique d'accueil des migrants. Mais sur les questions fondamentales, j'espère que nous pouvons parvenir à un consensus. Et que nous ne sommes pas prêts à accepter certains comportements. Quand un policier commet certains types d'actes, le Comité P devrait le sanctionner. Le message politique doit être clair à ce sujet. Mais il y a actuellement une forme de déni. Il faut que la population puisse avoir confiance et respect dans notre police.”

AdM